

Kabila gagne les élections présidentielles

Articles

Le 20 novembre 2006 |

Les électeurs congolais ont choisi Joseph Kabila, le président sortant, comme nouveau président. Jean-Pierre Bemba, battu au second tour, conteste les résultats. Un dernier obstacle avant une nouvelle époque pour ce pays de 2,3 millions de km² et de plus de 62 millions d'habitants ?

Deux semaines après le second tour des élections présidentielles du 29 octobre, les résultats officiels sont enfin connus. Joseph Kabila est élu président.

Joseph Kabila a obtenu 58,05% des voix. Jean-Pierre Bemba, 41,95%. Presque 65% des électeurs ont voté. C'est sans doute une étape importante du passage du pays vers la démocratie. Un passage vers la démocratie, lancé en 2001. Le 16 janvier 2001, Laurent Désiré Kabila est assassiné par un membre de sa propre garde. Son fils, Joseph Kabila arrive au pouvoir. A l'époque, tout le monde n'accepte pas cette succession. Joseph Kabila est choisi par les partisans du pouvoir, sans l'avis du peuple. On a peur d'un pouvoir absolu. Un pouvoir absolu qui rappelait les 30 ans de dictature de Mobutu Sese Seko, « maréchal-président-à-vie ». Mobutu qui avait été renversé en 1997 par... Laurent Désiré Kabila.

Le dialogue

En 2001, Joseph Kabila a 29 ans. Dans le monde, c'est alors le plus jeune président d'une république. Les Congolais ne le connaissent pas. Beaucoup le considèrent comme un étranger. Il a grandi en Tanzanie. Il parle plutôt anglais que français. A la différence des personnalités congolaises, il est discret et réservé. Il a devant lui une tâche énorme. Le Congo est un géant de l'Afrique centrale. Le pays est très riche en minerais. Il attire donc les grandes puissances politiques et les intérêts économiques. Depuis 1998, le pays vit dans la guerre. Une guerre à l'intérieur, civile. Et une guerre à l'extérieur, alimentée par les Etats voisins. Ces guerres touchent très durement la population et appauvrissent le pays jour après jour.

Joseph Kabila lance le pari du dialogue et de la paix. Dès son arrivée au pouvoir, il signe des accords de paix avec l'Ouganda et le Rwanda, 2 pays voisins. En 2002, il fait un accord avec les groupes rebelles congolais. En 2003, Kabila fait un gouvernement d'unité nationale avec l'opposition. Jean-Pierre Bemba devient vice-président de la république. Kabila promet le passage vers une vraie démocratie et de vraies élections. Finalement, les premières

élections des députés ont lieu le 30 juillet 2006. C'est aussi le premier tour de l'élection du président. Parmi les 32 candidats à la présidence, deux candidats passent pour le deuxième tour. Joseph Kabila, le Président de la république, a plus de 44 % des voix. Jean-Pierre Bemba, le vice-président de la république, n'a, lui, que 20%. La tendance est claire et ne plaît pas à tout le monde. L'annonce des résultats provoque, pendant plusieurs jours, des affrontements meurtriers à Kinshasa, la capitale du Congo.

Forte tension

A Kinshasa, on n'aime pas trop Kabila. Il ne parle pas la principale langue de la région, le lingala. Kinshasa est derrière Jean-Pierre Bemba. Bemba a ses propres soldats dans la capitale. Cette armée n'hésite pas à attaquer la garde républicaine de Kabila. Le deuxième tour des élections a créé beaucoup de tensions : intimidations de l'adversaire, assassinats et parfois même des combats entre les deux camps, heureusement limités.

Jean-Pierre Bemba conteste la victoire électorale de Kabila. Pour lui, il y aurait eu tricherie. Il proteste en justice. A la fin du mois de novembre, la Cour Suprême dira si ou non les élections sont valables.

Les observateurs internationaux, ont, eux, affirmé qu'il y a eu des fraudes mais dans les deux camps. Et ils estiment la fraude maximale à 650 000 voix pour l'un ou l'autre candidat. Or, Kabila a fait 2.400.000 voix de plus que Bemba. Ces élections congolaises sont vraiment historiques mais la situation reste tendue. Rappelons que l'Organisation des Nations Unies a 17.600 casques bleus dans le pays pour s'interposer entre les différents groupes armés. L'Union européenne a aussi envoyé des soldats pour maintenir la paix pendant la période électorale.

Il faut espérer que les résultats des élections ne créeront pas de nouvelles violences. C'est l'avenir de 62 millions de personnes qui est en jeu.

Olivier Brouet